

Pour garder le pouvoir, la super-classe mondiale est prête à toutes les violences

écrit par Philippe G | 23 juin 2016



Si au moins tous ces salauds, les [Attali](#), BHL et consorts ne faisaient encore que parler...

Mais comme l'a bien vu Mme Tasin, c'est la démocratie qui a été foulée aux pieds et le crime est même devenue leur première méthode de gouvernement, ce que l'essayiste Michel Geoffroy a très bien démontré dans un de ses plus récents articles qu'on me permettra de citer :

Michel Geoffroy, essayiste

♦ Pour garder le pouvoir, la super-classe mondiale est prête à tout car en post-démocratie les électeurs ont encore le droit de changer de gouvernement mais plus celui de changer de politique. A bon entendeur, salut !

Petit rappel de l'actualité

En 1990, la France découvre avec horreur la profanation du cimetière de Carpentras, profanation immédiatement imputée, directement ou indirectement, au Front national alors en pleine progression électorale. Cette imputation politico-médiatique – qui ne sera pourtant jamais confirmée par l'enquête judiciaire – sert à accoler au Front

national l'étiquette antisémite. Ce qui contribuera à un isolement politique dont il n'est jamais sorti.

En 2003, la ministre sociale-démocrate suédoise des Affaires étrangères, Anna Lindh, est assassinée par un « déséquilibré » quatre jours avant le référendum pour ou contre l'adhésion à l'euro. Anna Lindh était partisane du oui et son meurtre suscite une émotion dûment médiatisée. Mais finalement le non l'emportera au référendum à près de 56% des voix.

En Grèce, le parti nationaliste, identitaire et anti-immigration – considéré donc comme *néo-nazi* par les médias – Aube Dorée devient aux élections européennes de 2014 le troisième parti grec, devançant le Parti socialiste. Il obtient 16% des voix aux élections municipales d'Athènes. Peu de temps après, tous ses responsables perdent leur immunité parlementaire et font l'objet de poursuites judiciaires pour différents motifs et notamment du chef de « participation à une organisation criminelle ». Ce dont se félicitent les responsables de l'Union européenne.

En septembre 2015, la photo du petit Aylan Kurdi mort sur une plage, mondialement médiatisée, vient à propos ébranler les dernières résistances européennes à « l'accueil des migrants », notamment à la mise en place de quotas de « réfugiés » que souhaite la chancelière allemande.

En 2016, en Autriche, la victoire annoncée du candidat patriote (parti autrichien de la liberté) à l'élection présidentielle, Norbert Hofer, se solde finalement par une défaite électorale à quelques milliers de voix près – un résultat qui laisse suspecter des fraudes électorales et qui a conduit Norbert Hofer à saisir la justice.

La Grande-Bretagne se prépare, en juin 2016, à voter par référendum son maintien ou non dans l'Union européenne. Le non semble l'emporter dans les sondages d'opinion. Mais la députée travailliste Jo Cox, partisane du maintien, est assassinée une semaine avant par un individu « d'extrême droite », ce qui « suscite l'émotion » et permet d'incriminer les partisans du « Brexit » pour le « climat de haine » qu'ils auraient suscité.

Aux Etats-Unis, un Anglais vient d'être intercepté, le 20 juin, alors qu'il envisageait un attentat contre le candidat Républicain Donald Trump, un candidat dont les meetings sont systématiquement perturbés par l'extrême gauche américaine.

Pas d'amalgame ni de complotisme !

Tous ces faits n'ont, bien sûr, strictement aucun rapport les uns avec les autres et il ne faut faire ni « amalgame » ni « complotisme », comme le disent si bien nos médias de propagande.

Néanmoins, force est de constater que lorsque les urnes sont susceptibles de donner un résultat contraire à ce qu'attend la super-classe occidentale, il se produit curieusement des événements propres à *susciter l'émotion* des électeurs et à changer le résultat.

Et si, malgré cela, les électeurs persistent, alors on a recours à d'autres stratagèmes : les faire revoter ou bien faire entériner par le Parlement ce que les électeurs ont rejeté par référendum (comme on l'a vu avec le Traité de Lisbonne). Ou bien les menacer des pires catastrophes économiques et sociales, comme on le voit en ce moment avec la campagne politico-médiatique menée contre le « Brexit » y compris... en France ! Comme on menaçait hier les Irlandais de délocalisations massives s'ils persistaient à mal voter.

En post-démocratie, en effet, les électeurs ont le droit de changer de gouvernement mais pas de politique.

Silence le peuple !

La super-classe mondiale ne tolère le peuple qu'à la condition que celui-ci lui donne périodiquement l'onction *démocratique*. Ensuite il n'a que le droit de se soumettre en se montrant une ressource humaine bien « flexible ».

Sinon il devient un ramassis *populiste, raciste et fascisant* contre lequel les oligarques peuvent tout s'autoriser puisqu'ils prétendent incarner le camp du Bien et qu'il serait dans l'essence du Bien de *détruire* le Mal. Ce qui légitime l'usage de la violence – directe ou indirecte – contre ceux qui contestent leur pouvoir. Pas de liberté contre les ennemis de la liberté ! On connaît la chanson.

Les candidats populistes *mais surtout leurs électeurs* doivent donc comprendre que désormais ils ne jouent pas le jeu politique avec les mêmes cartes que les oligarques au pouvoir – et que ceux-ci sont prêts à tout pour le conserver : coups tordus, provocations, chantage, manipulations de la loi électorale, poursuites judiciaires, fraudes, attentats ou même guerres.

Rien ne les arrêtera.

A bon entendeur, salut !

Michel Geoffroy

21/06/2016

Correspondance Polémia – 21/06/2016

<http://www.polemia.com/pour-garder-le-pouvoir-la-super-classe-mondiale-est-prete-a-toutes-les-violences/>

Pour soutenir Résistance républicaine financièrement, cliquez sur <http://resistancerepublicaine.com/don/> et choisissez le montant de votre don.